



Non, le Front national n'est pas un parti comme les autres

Le Front national autorise les uns d'accès à ses meetings, interdit les autres, fait le tri entre les médias et décide de quel journaliste sera autorisé, ou non, à suivre Marine Le Pen. Pratique scandaleuse. Faut-il s'en étonner ? Sans doute pas. Faut-il le dénoncer ? Avec force !

Le Syndicat national des journalistes (SNJ), première organisation de la profession, soutient l'initiative de 34 Sociétés de journalistes, réunies pour protester publiquement, dans une tribune publiée par Le Monde, contre cette entrave à la liberté d'informer, alors que « *plusieurs titres de presse ont vu leur représentant tenu à l'écart de toute information et de toute possibilité de suivi sur le terrain de la candidate du Front national* ».

Le SNJ s'est déjà élevé à maintes reprises par le passé contre le FN et les écarts brutaux de ses nervis, dénonçant les incidents qui ont régulièrement émaillé meetings ou congrès du parti d'extrême droite, avec bien souvent des journalistes bousculés ou pris à partie. Le SNJ est toujours à leurs côtés dans les actions en justice.

La qualification du FN au deuxième tour de la présidentielle ne doit pas faire oublier le comportement récurrent de ce parti envers les journalistes depuis de longues années. Si 21% des votants ont fait le choix du Front national au premier tour de l'élection présidentielle, les dérapages verbaux fréquents de ses représentants, comme leur vision de la liberté de la presse, confirment jour après jour que ce parti d'extrême-droite est anti-démocratique, en dépit de ses efforts de communication pour se donner une apparence respectable.

Le SNJ rappelle que la profession, si elle doit s'astreindre à la plus grande rigueur dans le traitement journalistique quotidien de l'actualité, n'est nullement tenue à une quelconque neutralité vis-à-vis d'un parti au discours de haine, qui a fait de l'intolérance, du racisme, de la xénophobie, du repli sur soi et de l'homophobie son fonds de commerce. Autant de rhétoriques contraires aux valeurs du pays de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le SNJ précise que les journalistes sont des citoyens à part entière, et que leur liberté d'opinion ne saurait être brimée ni réprimée par qui que ce soit. Et surtout pas par leurs employeurs !

Le SNJ appelle toutes les consœurs et confrères à faire barrage au Front national.

Paris, le 5 mai 2017